Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Municipalité d'Oka | 72032 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Διιν	membres	dii	CONCAIL
$\neg u \wedge$	HIGHIDIGS	uu	COLISCII

Je soussigné(e), Samira Chabouni, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité d'Oka pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Signature



Date

12 mai 2023 | 12:46 EDT

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	36
Analyse des charges	48

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité d'Oka

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers (ci-après les « états financiers ») de la municipalité d'Oka (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2022 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Rapport financier 2022 | S6 | | 1 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que cellesci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

Rapport financier 2022 | S6 | | 2 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E..N.C.R.L. 1 Municipalité d'Oka, le 2 mai 2023 1 CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A113000

Rapport financier 2022 | S6 |

ÉTAT DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Budget Réalisation		IS
		2022	2022	2021	
Revenus					
Taxes	1	5 891 435	5 873 123	5 575 932	
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 076 555	1 075 718	1 041 377	
Quotes-parts	3				
Transferts	4	277 714	4 539 260	746 470	
Services rendus	5	368 974	429 255	406 971	
Imposition de droits	6	306 500	538 700	550 845	
Amendes et pénalités	7	150 000	80 754	143 809	
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	23 500	59 300	33 115	
Autres revenus	10	410 800	423 123	519 322	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises					
municipales et de partenariats commerciaux	11				
Effet net des opérations de restructuration	12				
	13	8 505 478	13 019 233	9 017 841	
Charges					
Administration générale	14	1 853 756	1 965 413	1 721 192	
Sécurité publique	15	1 301 050	1 411 649	1 394 907	
Transport	16	2 048 429	2 528 062	2 433 554	
Hygiène du milieu	17	1 470 986	1 817 363	1 822 319	
Santé et bien-être	18	35 319	34 535	35 344	
Aménagement, urbanisme et développement	19	400 930	367 188	283 268	
Loisirs et culture	20	895 212	1 062 757	1 023 076	
Réseau d'électricité	21				
Frais de financement	22	142 520	169 480	132 091	
Effet net des opérations de restructuration	23				
	24	8 148 202	9 356 447	8 845 751	
Excédent (déficit) de l'exercice	25	357 276	3 662 786	172 090	
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	_				
Solde déjà établi	26		20 783 494	20 611 404	
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27				
Solde redressé	28		20 783 494	20 611 404	
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		24 446 280	20 783 494	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

Rapport financier 2022 | S7 |

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 502 940	2 398 676
Débiteurs (note 5)	2	5 711 322	1 563 842
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des			
partenariats commerciaux	5	10	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
· ,	8	7 214 272	3 962 518
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 180 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 835 729	1 510 305
Revenus reportés (note 12)	12	187 773	46 678
Dette à long terme (note 13)	13	6 001 945	6 435 128
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	13 205 447	7 992 111
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(5 991 175)	(4 029 593)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	30 399 133	24 788 556
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	38 322	24 531
	23	30 437 455	24 813 087
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	24 446 280	20 783 494

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Rapport financier 2022 | S8 | 5 |

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Budget		Réalisation	ıs
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	357 276	3 662 786	172 090
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 ()(6 977 199)(1 593 122)
Produit de cession	3		23 997	
Amortissement	4		1 357 909	1 251 597
(Gain) perte sur cession	5		(15 284)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(5 610 577)	(341 525)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(13 791)	(4 548)
	13		(13 791)	(4 548)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	357 276	(1 961 582)	(173 983)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(4 029 593)	(3 855 610)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		,	,
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(4 029 593)	(3 855 610)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(5 991 175)	(4 029 593)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 662 786	172 090
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 357 909	1 251 597
Autres			
 Perte (gain) sur cession actif 	3	(15 284)	
•	4	,	
	5	5 005 411	1 423 687
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(4 147 480)	(62 038)
Autres actifs financiers	7	(* * * * * * * * * * * * * * * * * * *	(== ===)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 325 424	(111 010)
Revenus reportés	9	141 095	(402 126)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	141 033	(402 120)
·			
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(40.704)	(4.540)
Autres actifs non financiers	13	(13 791)	(4 548)
	14	2 310 659	843 965
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (6 977 199)(1 593 122)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	23 997	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 (1/	١
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	Д	,
Floduit de cession des actifs incorporeis actietes	19	(6 953 202)	(1 593 122)
Activités de placement		(0 000 = 0=)	(1 303 1=2)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations			
dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (10)(1
Remboursement ou cession	21	10)(,
	21		
Autres placements de portefeuille	/	\ /	,
Acquisition	22 ()()
Cession	23		
	24	(10)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25		1 741 270
Remboursement de la dette à long terme	26 (439 400) (540 270)
Variation nette des emprunts temporaires	27	4 180 000 ``	,
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	6 217	6 216
Autres		0211	0210
Autics	29		
	30		
<u> </u>	31	3 746 817	1 207 216
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(895 736)	458 059
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	2 398 676	1 940 617
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	2 398 676	1 940 617
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	1 502 940	2 398 676

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité d'Oka (ci-après « la municipalité ») est constituée selon le décret 950-99 du Gouvernement du Québec, adopté le 25 août 1999 en vertu de la Loi sur l'organisation territoriale municipale et régie par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses et la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures - variant entre 5 et 40 ans
Bâtiments - variant entre 10 et 40 ans
Véhicules - variant entre 10 et 25 ans
Ameublement et équipement de bureau - variant entre 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement - variant entre 5 et 20 ans
Autres - variant entre 5 et 10 ans

Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les services futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Appariement fiscal pour revenus de transfert

Pour l'aide financière versée et financée à long terme : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 344 541	2 211 178
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	158 399	187 498
Autres éléments			
•	3		
•	4		
•	5		
•	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	1 502 940	2 398 676
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8 ()()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	1 502 940	2 398 676
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	158 399	187 498
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et			
ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11		

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

199 132 4 287 5 024 956 445 353 8 818 28 776 5 711 322	227 410 4 28 1 186 31' 78 849 33 82 33 156 1 563 842
5 024 956 445 353 8 818 28 776 5 711 322	1 186 31' 78 84' 33 82 33 156 1 563 84
445 353 8 818 28 776 5 711 322	78 844 33 82 33 156 1 563 843
8 818 28 776 5 711 322	33 82 33 15 1 563 84
28 776 5 711 322	33 15 1 563 84
5 711 322	1 563 84
5 711 322	1 563 84
605 758	659 77
605 758	659 77
605 758	659 77
102 374	94 82
757 274	645 95
2 590 170	210 48
1 429 015	63 88
38 444	40 02
210 053	225 978
5 024 956	1 186 31
	757 274 2 590 170 1 429 015 38 444 210 053

	2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32	
Prêts à un fonds d'investissement	33	
Autres		
•	34	
•	35	
	36	
Provision pour moins-value déduite des prêts	37	

Note

7. Placements de portefeuille

	2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	
Autres placements	39	
	40	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42	

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note

8. Avantages sociaux futurs

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
à prestations déterminées	43		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et			
autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44		
	45		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs			
à prestations déterminées	47		
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49	85 923	88 202
Régimes de retraite des élus municipaux	50	24 004	20 998
	51	109 927	109 200
Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note

10. Emprunts temporaires

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle de 800 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (6,45 %; 2,45 % au 31 décembre 2021), renouvelable annuellement.

De plus, la municipalité bénéficie de facilités de crédit d'un montant autorisé de 15 266 118 \$ portant intérêt au taux préférentiel (6,45 %; 2,45 % au 31 décembre 2021).

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. Créditeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	1 603 744	794 163
Salaires et avantages sociaux	56	347 276	308 178
Dépôts et retenues de garantie	57	792 817	352 542
Provision pour contestations d'évaluation	58		
Autres			
 Organismes municipaux 	59	24 865	14 128
Gouvernement du Québec	60	3 522	72
 Intérêts courus 	61	63 505	41 222
•	62		
•	63		
	64	2 835 729	1 510 305

Note

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	7 466	20 551
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67	36 199	
Soutien à la compétence de développement local et régional			
des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
 MFFP 	71	125 000	
 MTQ 	72	361	361
 Autres 	73		13 784
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	18 747	11 982
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
•	80		
•	81		
•	82		
•	83		
•	84		
•	85		
•	86		
	87	187 773	46 678

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

13. Dette à long terme

	Taux d'ir	ntérêt	Éché	ance			2021
	de	à	de	à		2022	
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,85	5,00	2023	2028	88	6 012 100	6 451 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de							
location-acquisition					94		
Autres					95		
					96	6 012 100	6 451 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					97 (10 155)(16 372)
					98	6 001 945	6 435 128

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligation	s et billets	Autres dettes à long terme		Total 2022	
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres		
2023	99		763 100			763 100	
2024	100		1 877 000			1 877 000	
2025	101		545 000			545 000	
2026	102		1 797 000			1 797 000	
2027	103		74 300			74 300	
2028 et plus	104		955 700			955 700	
	105		6 012 100			6 012 100	
Intérêts et frais							
accessoires	106		()	()	
	107		6 012 100			6 012 100	

Note

14. Autres passifs

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
•	110	
•	111	
•	112	
•	113	
	114	

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

15. Immobilisations corporelles		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	6 348 913			6 348 913
Eaux usées	116	6 743 952	112 439		6 856 391
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,					
tunnels et viaducs	117	10 017 419	2 721 464		12 738 883
Autres					
Autres	118	3 846 886	31 886		3 878 772
•	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	4 708 656	97 381		4 806 037
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 606 161		53 750	1 552 411
Ameublement et équipement de bureau	124	276 394	20 653		297 047
Machinerie, outillage et équipement divers	125	944 615	156 105	10 262	1 090 458
Terrains	126	2 856 816	4 163		2 860 979
Autres	127	92 567		2 931	89 636
	128	37 442 379	3 144 091	66 943	40 519 527
Immobilisations en cours	129	703 571	3 833 108		4 536 679
	130	38 145 950	6 977 199	66 943	45 056 206
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	2 073 113	159 750		2 232 863
Eaux usées	132	3 749 834	195 876		3 945 710
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,		0710001	100 07 0		0010110
tunnels et viaducs	133	3 646 482	499 407		4 145 889
Autres		0 0 10 102	100 101		1 1 10 000
Autres	134	1 340 553	130 500		1 471 053
-	135	1010000	100 000		1 17 1 000
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	1 507 012	145 146		1 652 158
Améliorations locatives	138	1 001 012	110 110		1 002 100
Véhicules	139	432 338	89 976	50 167	472 147
Ameublement et équipement de bureau	140	134 149	37 578	00 101	171 727
Machinerie, outillage et équipement divers	141	420 274	91 067	7 184	504 157
Autres	142	53 639	8 609	879	61 369
7.10.100	143	13 357 394	1 357 909	58 230	14 657 073
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	24 788 556			30 399 133
Biens loués en vertu de contrats					
de location-acquisition inclus					
dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146 ()/	\/		
Valeur comptable nette	147	<u> </u>	<u> </u>	<i>J</i> (

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

	2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	
Immeubles industriels municipaux	149	
Autres	150	
	151	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste		
« Propriétés destinées à la revente »	153	

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au	Addition	Cession /	Solde à
		début		Ajustement	la fin
COÛT					
•	154				
•	155				
•	156				
•	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
•	159				
•	160				
•	161				
•	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

18. Autres actifs non financiers

		2022	2021
Frais payés d'avance			
 Frais payés d'avance 	165		72
•	166		
•	167		
Autres			
 Autres 	168	38 322	24 459
•	169		
	170	38 322	24 531

Note

Note

19. Obligations contractuelles

La municipalité s'est engagée, en vertu de contrats de déneigement, d'enlèvement des ordures et d'autres obligations échéant en 2023, à verser une somme totale de 6 050 670 \$.

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

20. Droits contractuels

La municipalité a signé divers contrats de location en vertu de baux se terminant entre 2023 et 2051 pour un montant total de 684 180 \$. Les revenus minimums encaissables au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2023	167 428 \$
2024	151 819 \$
2025	121 498 \$
2026	121 644 \$
2027	121 792 \$

Dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023, la municipalité et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 2 601 712 \$ pour des travaux. La municipalité doit conserver un niveau d'investissement minimum de 1 438 750 \$ sur 5 ans. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, une somme de 496 160 \$ a été comptabilisée à titre de revenu.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

	Montant initial	Solde des cautionnements		
Description	des cautions	2022	2021	
Emprunts temporaires				
	171			
Dettes à long terme				
	172			
	173			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La Municipalité fait l'objet d'une poursuite dans une action de dommages et intérêts au montant d'environ 8 100 000 \$. De l'avis de la direction de la Municipalité, cette réclamation bénéficie d'une couverture d'assurances adéquate en ce qui concerne les frais d'avocats encourus pour la défense ou, si tel n'était pas le cas, leur dénouement n'est pas jugé susceptible d'affecter sensiblement la situation financière de la Municipalité. Tout paiement excédant la couverture d'assurance pouvant résulter de ces éventualités serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours. Au 31 décembre 2022, à l'état de la situation financière, la Municipalité n'a comptabilisé aucune provision puisque les procédures ne font que débutées. De plus, advenant que la cour déclare la Municipalité coupable d'expropriation dans ce dossier, elle pourrait se voir obliger d'acquérir les terrains visés par la requête au coût établi par le jugement et la Municipalité devra contracter un emprunt pour financer cette acquisition. Advenant que la Municipalité soit déclarée non-coupable, aucune somme supplémentaire à verser n'est à prévoir.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S/O

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

26. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 400 000 \$ (400 000 \$ en 2021). Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectuées sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27. Flux de trésorerie

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 163 263 \$ (125 874 \$ en 2021).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES RÉSULTATS DÉTAILLÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022 Réalisations 2022			Réalisations 2021	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus		de l'amortissement	de l'amortissement	Tamorussement		
Fonctionnement						
Taxes	1	5 891 435	5 873 123		5 873 123	5 575 932
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 076 555	1 075 718		1 075 718	1 041 377
Quotes-parts	3					
Transferts	4	277 714	291 997		291 997	393 599
Services rendus	5	368 974	429 255		429 255	406 971
Imposition de droits	6	306 500	538 700		538 700	550 845
Amendes et pénalités	7	150 000	80 754		80 754	143 809
Revenus de placements de portefeuille	8	.00 000	33.3.		00.01	1 10 000
Autres revenus d'intérêts	9	23 500	59 300		59 300	33 115
Autres revenus	10	410 800	423 123		423 123	424 345
Effet net des opérations de restructuration	11		.20 .20		.20 .20	.2.0.0
	12	8 505 478	8 771 970		8 771 970	8 569 993
Investissement		0000110	0111010		0	
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		4 247 263		4 247 263	352 871
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					94 977
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises						
municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		4 247 263		4 247 263	447 848
	22	8 505 478	13 019 233		13 019 233	9 017 841
Charges						
Administration générale	23	1 853 756	1 910 843	54 570	1 965 413	1 721 192
Sécurité publique	24	1 301 050	1 303 002	108 647	1 411 649	1 394 907
Transport	25	2 048 429	1 946 083	581 979	2 528 062	2 433 554
Hygiène du milieu	26	1 470 986	1 424 781	392 582	1 817 363	1 822 319
Santé et bien-être	27	35 319	34 535		34 535	35 344
Aménagement, urbanisme et développement	28	400 930	357 637	9 551	367 188	283 268
Loisirs et culture	29	895 212	852 177	210 580	1 062 757	1 023 076
Réseau d'électricité	30			=		,
Frais de financement	31	142 520	169 480		169 480	132 091
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles			'			
et des actifs incorporels achetés	33		1 357 909 (1 357 909)		
	34	8 148 202	9 356 447		9 356 447	8 845 751
Excédent (déficit) de l'exercice	35	357 276	3 662 786		3 662 786	172 090

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES

	2022		2021
	Budget	Réalisations	Réalisations
1	357 276	3 662 786	172 090
2 ()(4 247 263)(447 848)
			,
3	357 276	(584 477)	(275 758)
4		1 357 909	1 251 597
5		23 997	
6		(15 284)	
7		,	
8		1 366 622	1 251 597
9			
10			
11			
12 13 14			
15			
16			
	205 200\/	205 200/	207 006)
			287 086)
10	(303 300)	(303 300)	(287 086)
10 /	224.000\/	04 220) (251 997)
19 (234 000)(34 333)(251 991)
20	202 725	200 242	105.006
			125 996
			148 165
	,	, ,	(123 729)
	(1411)	(1 411)	(1 266)
	00.404	007.054	(400.004)
			(102 831)
26	(35/ 2/6)	1 248 293	861 680
27		663 816	585 922
	2 (3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 (18 19 (20 21 22 23 24 25 26	1 357 276 2 ()(3 357 276 2 ()(3 357 276 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 (385 380)(18 (385 380) 19 (234 000)(20 302 735 21 20 585 22 (59 805) 23 (1 411) 24 25 28 104 26 (357 276)	Budget Réalisations 1

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES

	_	2022 Réalisations	2021 Réalisations
Revenus d'investissement	1	4 247 263	447 848
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (48 170)(13 845)
Sécurité publique	3 (114 941)(78 780)
Transport	4 (2 712 565)(738 624)
Hygiène du milieu	5 (410 646)(150 201)
Santé et bien-être	6 ()(,)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (20 355)((828))
Loisirs et culture	8 (3 670 522)(612 500)
Réseau d'électricité	9 ()(,)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()()
	11 (6 977 199)(1 593 122)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ()()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement			
et participations dans des entreprises municipales			
et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ()()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		1 741 270
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	94 339	251 997
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	341 087	359 563
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	45 838	35 720
	19	481 264	647 280
	20	(6 495 935)	795 428
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(2 248 672)	1 243 276

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CHARGES PAR OBJETS

		Budget	Réalisatio	ns
		2022	2022	2021
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 498 205	2 426 495	2 302 129
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	497 200	471 388	441 964
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux	E			
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6	00.000	55.004	00.400
Autres services	7	99 000	55 024	88 129
Autres biens et services	8	4 512 089	4 505 138	4 265 572
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long				
terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	130 820	133 604	117 973
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	11	11 700	12 239	14 118
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		23 637	
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	280 178	219 685	270 751
Transferts	15			
Autres	16	2 210	2 207	2 154
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	1 200	1 078	1 018
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 357 909	1 251 597
Actifs incorporels achetés	20		. 551 555	. 25 . 367
Autres				
Créances douteuses ou irrécouv	21	5 300	7 575	11 046
Autres	22	110 300	140 468	79 300
•	23	. 10 000	. 10 100	, 5 500
	24	8 148 202	9 356 447	8 845 751

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 173 206	1 507 797
Excédent de fonctionnement affecté	2	658 593	408 383
Réserves financières et fonds réservés	3	295 732	282 403
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (233 872)(287 384)
Financement des investissements en cours	5	(2 681 669)	(418 138)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	25 234 290	19 290 433
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	24 446 280	20 783 494
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 173 206	1 507 797
Organismes contrôlés et partenariats¹	10		
	11	1 173 206	1 507 797
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
■ Dette S.Q. (98-1)	12	21 691	21 691
Élite sportive	13	2 600	2 100
• Étangs	14	42 845	37 915
 Budget subséquent 	15	265 870	
Inondation 2017	16	20 587	41 677
Rénovation mairie	17	305 000	305 000
•	18		
•	19		
•	20		
	21	658 593	408 383
Organismes contrôlés et partenariats¹			
•	22		
•	23		
•	24		
	25		
	26	658 593	408 383

^{1.} Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)

AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
• Évaluateur	27	94 967	107 906
•	28		
•	29		
•	30		
•	31		
	32	94 967	107 906
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
•	33		
•	34		
•	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	188 794	172 526
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	1 971	1 971
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	10 000	
Autres			
•	46		
•	47		
	48	200 765	174 497
	49	295 732	282 403

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)

AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ()(,
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
	56 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 ()(
Assainissement des sites contaminés	58 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 ((7 628))((6 216)
Autres			
•	60 ()(
•	61 ()(į
	62 ((7 628))((6 216)
Autres mesures d'allègement fiscal			,
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63 ()(,
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19	`	<i>/</i> (
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres	`	/ \	
•	67 ()(,
•	68 ()(
	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement	\	/\	
Mesure relative à la TVQ	70 ()(,
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(;
Frais d'émission de la dette à long terme	72 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()()(
Autres	,	/(
	74 (241 500)(293 600
•	75 ()(200 000
	76 (241 500)(293 600)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP	., (271 000)(233 000)
Financement des activités de fonctionnement	77		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de			
portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	10		
·	90		
liés à des emprunts de fonctionnement	80		
Autres	04		
	81		
	82	000.070\/	007.004
	83 (233 872)(287 384)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
84	113 329	177 272
85 (2 794 998)(595 410)
86	(2 681 669)	(418 138)
87	30 399 133	24 788 556
88		
89		
90		
91	10	
92	30 399 143	24 788 556
93		
94	30 399 143	24 788 556
95 (6 001 945)(6 435 128)
96 (10 155)(16 372)
97	605 758	659 777
98	241 500	293 600
99		
100 (5 164 842)(5 498 123)
101 (11)()
102 (5 164 853)(5 498 123)
103	25 234 290	19 290 433
	85 (86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 (96 (97 98 99 100 (101 (102 (84 113 329 85 (2 794 998)(86 (2 681 669) 87 30 399 133 88 89 90 91 10 92 30 399 143 93 94 30 399 143 93 94 96 (10 155)(10

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés Régimes supplémentaires de retraite

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres ren	seignements	;	
		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur			
des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21 ()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs			
dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
•	29		
•	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

		2022	2021
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ()()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés			
comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur			
des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
•	51		
•	52		

Nombre de régimes à la fin de l'exercice Régimes d'avantages complémentaires de retraite

Autres avantages sociaux futurs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

53

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuariell	e (s'il y a lieu) e	t autres renseignemen	its	
		2022	2021	
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56 ()()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice				
avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages				
dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 ()()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de		, ,	,
régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()()
	75		,
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
•	81		
•	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ()/	1
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	Д	
Charge de l'exercice	 87		
	01		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite			
capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	% %	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	/0	/0
Autres hypothèses économiques	100		
Autres hypotheses economiques	104		
-			
	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES			
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des mun	icipalités 107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		
D) AUTRES RÉGIMES			
Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	1	
Description des régimes et autres renseignements			
La Municipalité offre un régime de retraite à tous ses employés	s permanents à te	mps plein ou partie	el. La
participation des employés au régime est obligatoire.	•		
participation des employés au régime est obligatoire. La Municipalité verse un montant équivalent à 5% de sa rémur équivalent. À compter du 1er janvier 2009, le pourcentage de l possède 10 années d'ancienneté et de 7% pour l'employé qui p montant équivalent à la contribution de l'employeur.	ération brute. L'e a contribution est	mployé verse un m de 6% pour l'empl	ontant oyé qui
La Municipalité verse un montant équivalent à 5% de sa rémur équivalent. À compter du 1er janvier 2009, le pourcentage de l possède 10 années d'ancienneté et de 7% pour l'employé qui p	ération brute. L'e a contribution est	mployé verse un m de 6% pour l'empl	ontant oyé qui
La Municipalité verse un montant équivalent à 5% de sa rémun équivalent. À compter du 1er janvier 2009, le pourcentage de l possède 10 années d'ancienneté et de 7% pour l'employé qui prontant équivalent à la contribution de l'employeur.	ération brute. L'e a contribution est	mployé verse un m de 6% pour l'empl incienneté. L'emplo	ontant oyé qui oyé verse un
La Municipalité verse un montant équivalent à 5% de sa rémun équivalent. À compter du 1er janvier 2009, le pourcentage de l possède 10 années d'ancienneté et de 7% pour l'employé qui prontant équivalent à la contribution de l'employeur. Charge de l'exercice	ération brute. L'e a contribution est	mployé verse un m de 6% pour l'empl incienneté. L'emplo	ontant oyé qui oyé verse un
La Municipalité verse un montant équivalent à 5% de sa rémun équivalent. À compter du 1er janvier 2009, le pourcentage de l possède 10 années d'ancienneté et de 7% pour l'employé qui prontant équivalent à la contribution de l'employeur. Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur	ération brute. L'e a contribution est	mployé verse un m de 6% pour l'empl incienneté. L'emplo	ontant oyé qui oyé verse un
La Municipalité verse un montant équivalent à 5% de sa rémun équivalent. À compter du 1er janvier 2009, le pourcentage de l possède 10 années d'ancienneté et de 7% pour l'employé qui prontant équivalent à la contribution de l'employeur. Charge de l'exercice	ération brute. L'e a contribution est ossède 20 ans d'a	mployé verse un m de 6% pour l'empl incienneté. L'emplo	ontant oyé qui oyé verse un
La Municipalité verse un montant équivalent à 5% de sa rémunéquivalent. À compter du 1er janvier 2009, le pourcentage de l possède 10 années d'ancienneté et de 7% pour l'employé qui promontant équivalent à la contribution de l'employeur. Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur Régime volontaire d'épargne-retraite	ération brute. L'e a contribution est ossède 20 ans d'a 	mployé verse un m de 6% pour l'empl incienneté. L'emplo 2022	ontant oyé qui oyé verse un 2021
La Municipalité verse un montant équivalent à 5% de sa rémunéquivalent. À compter du 1er janvier 2009, le pourcentage de l possède 10 années d'ancienneté et de 7% pour l'employé qui promontant équivalent à la contribution de l'employeur. Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur Régime volontaire d'épargne-retraite Régime de retraite simplifié	ération brute. L'e a contribution est ossède 20 ans d'a — — 114 115	mployé verse un m de 6% pour l'empl incienneté. L'emplo 2022	ontant oyé qui oyé verse un 2021

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice

7

2021

2022

7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre \$-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cette exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	5 740	4 830
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	19 342	16 280
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	4 662	4 718
	123	24 004	20 998

Note

OocuSign Envelope ID: AB8C2A46-4067-4287-B4CF-3E6FD11E54E2	
Renseignements financiers non audités	

TAXES		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 370 089	4 350 364	4 204 852
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	273 185	275 971	213 042
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le				
service de l'eau	5			
Réserve financière pour le				
service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	4 643 274	4 626 335	4 417 894
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	527 419	527 032	492 594
Égout	13	239 521	239 436	215 300
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	320 984	321 771	311 513
Autres		3_0 00 .	V-	0
•	16			
•	17			
•	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	30 000	27 291	28 490
Service de la dette	20	130 237	131 258	110 141
Pouvoir général de taxation	21	100 201	101 200	110 111
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
7 tolivitos d'investissement	24	1 248 161	1 246 788	1 158 038
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	1 248 161	1 246 788	1 158 038
	29	5 891 435	5 873 123	5 575 932

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES				
ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du				
gouvernement	30	98 549	95 587	97 005
Immeubles de la Société québécoise				
d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32	10 276	10 276	10 290
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	3 591	3 609	3 258
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	77 181	77 564	72 260
Immeubles de certains gouvernements				
et d'organismes internationaux	36			
	37	189 597	187 036	182 813
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38	739 971	739 927	719 194
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39	146 987	148 755	139 370
Taxes d'affaires	40			
	41	886 958	888 682	858 564
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	1 076 555	1 075 718	1 041 377

TRANSFERTS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE				
PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS -				
FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49			
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51			2 214
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54			
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	64		38	17 089
Réseau de distribution de l'eau potable	65			5 733
Traitement des eaux usées	66	23 451	23 451	24 829
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	55 000	60 208	53 076
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

TDANIGETED (1/1)		Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2022	2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			921
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	2 000	3 993	6 382
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	11 009	22 494	43 301
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	10 238	17 606	23 152
Autres	85		863	53 919
Réseau d'électricité	86			
	87	101 698	128 653	230 616

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93		1 653 233	70 878
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96			
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	103		295 487	7 349
Réseau de distribution de l'eau potable	104			
Traitement des eaux usées	105			
Réseaux d'égout	106			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			
Autres	114			

		Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2022	2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122		2 298 543	271 123
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124			3 521
Réseau d'électricité	125			
	126		4 247 263	352 871

		Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2022	2022	2021
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation				
municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les				
ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective				
de matières recyclables	131	100 000	87 328	116 843
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le				
transport en commun — Droits				
d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	76 016	76 016	46 140
Dotation spéciale de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de				
développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138	176 016	163 344	162 983
TOTAL DES TRANSFERTS	139	277 714	4 539 260	746 470

SERVICES RENDUS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			1 450
	143			1 450
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	10 000	20 428	10 643
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	10 000	20 428	10 643
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	23 700	29 515	
Enlèvement de la neige	150	2 130	27 630	27 088
Autres	151	1 944	1 368	
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	27 774	58 513	27 088
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157		2 468	
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			116
Cours d'eau	164			110
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		2 468	116

		Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2022	2022	2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	37 774	81 409	39 297

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	52 375	51 171	49 306
	185	52 375	51 171	49 306
Sécurité publique				
Police	186	118 100	120 104	117 331
Sécurité incendie	187	5 000	23 318	21 055
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	123 100	143 422	138 386
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191		430	10 097
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199		430	10 097
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	200	250	545	440
Réseau de distribution de l'eau potable	201			15 040
Traitement des eaux usées	202	51 000	49 384	62 361
Réseaux d'égout	203	830	850	811
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	4 500	2 615	4 400
Matières recyclables	205	2 000	2 100	3 430
Autres	206	2 000	2 416	3 204
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	60 580	57 910	89 686

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	10 000	2 150	15 125
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217		9	62
Autres	218			
	219	10 000	2 159	15 187
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	85 145	92 373	62 595
Activités culturelles				
Bibliothèques	221		381	(8)
Autres	222			2 425
	223	85 145	92 754	65 012
Réseau d'électricité	224			
	225	331 200	347 846	367 674
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	368 974	429 255	406 971

Non addite		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	33 000	29 884	36 585
Droits de mutation immobilière	228	273 500	508 816	514 260
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	306 500	538 700	550 845
AMENDES ET PÉNALITÉS	232	150 000	80 754	143 809
REVENUS DE PLACEMENTS				
DE PORTEFEUILLE	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	23 500	59 300	33 115
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations				
corporelles	235		15 284	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels				
achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées				
à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et				
sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le				
transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242	407 000	389 816	398 178
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	3 800	18 023	121 144
	245	410 800	423 123	519 322
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE				
RESTRUCTURATION	246			

ANALYSE DES CHARGES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Budget 2022		Réalisations 2022		Réalisations
		Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2021
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	262 566	259 948	7 359	267 307	195 759
Greffe et application de la loi	2	247 832	208 261		208 261	265 608
Gestion financière et administrative	3	1 038 439	1 051 642	46 217	1 097 859	1 020 813
Évaluation	4	91 095	91 611		91 611	22 575
Gestion du personnel	5	37 500	128 043		128 043	75 594
Autres						
 Communication 	6	176 324	171 338	994	172 332	140 843
•	7					
	8	1 853 756	1 910 843	54 570	1 965 413	1 721 192
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	920 189	908 116	27 843	935 959	922 414
Sécurité incendie	10	340 711	351 325	80 804	432 129	455 085
Sécurité civile	11	40 150	43 561		43 561	17 408
Autres	12					
	13	1 301 050	1 303 002	108 647	1 411 649	1 394 907
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 009 793	957 380	566 012	1 523 392	1 422 325
Enlèvement de la neige	15	763 730	750 738		750 738	746 291
Éclairage des rues	16	71 200	78 339	2 775	81 114	58 602
Circulation et stationnement	17	47 630	62 277	13 192	75 469	60 189
Transport collectif						
Transport en commun	18	156 076	97 349		97 349	146 147
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 048 429	1 946 083	581 979	2 528 062	2 433 554

Non audité		Budget 2022		Réalisations 2022		Réalisations
		Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2021
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de						
l'eau potable	23	428 236	436 505	65 737	502 242	490 573
Réseau de distribution de l'eau potable	24	118 203	126 599	118 885	245 484	313 444
Traitement des eaux usées	25	261 168	269 756	180 404	450 160	417 441
Réseaux d'égout	26	58 045	21 559	20 385	41 944	62 084
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	130 390	133 385	2 767	136 152	127 636
Élimination	28	145 000	142 531		142 531	118 654
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	85 280	83 493	1 521	85 014	84 381
Tri et conditionnement	30	15 000	9 731		9 731	13 088
Matières organiques						
Collecte et transport	31	76 478	73 552		73 552	72 088
Traitement	32	35 000	39 222		39 222	50 930
Matériaux secs	33	72 336	71 130	2 883	74 013	62 818
Autres	34	5 500	4 632		4 632	965
Plan de gestion	35					
Autres	36	600	850		850	
Cours d'eau	37		2 704		2 704	
Protection de l'environnement	38	39 000	8 398		8 398	7 412
Autres	39	750	734		734	805
	40	1 470 986	1 424 781	392 582	1 817 363	1 822 319
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	35 319	34 535		34 535	35 344
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	35 319	34 535		34 535	35 344

Non audité		Budget 2022		Réalisations 2022		Réalisations
		Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2021
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET						
DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	278 266	215 868	7 512	223 380	184 063
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	15 000	46 983		46 983	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49	58 784	47 682	2 039	49 721	50 518
Autres	50	12 857	11 594		11 594	12 976
Autres	51	36 023	35 510		35 510	35 711
	52	400 930	357 637	9 551	367 188	283 268
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	99 155	67 204	32 025	99 229	91 483
Patinoires intérieures et extérieures	54	46 011	35 577	12 539	48 116	40 761
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 875	8 655	41 590	50 245	49 459
Parcs et terrains de jeux	56	215 967	209 859	72 947	282 806	248 078
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	226 207	220 460	5 105	225 565	205 814
	60	590 215	541 755	164 206	705 961	635 595
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	163 978	166 230	44 860	211 090	207 175
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	141 019	144 192	1 514	145 706	180 306
	66	304 997	310 422	46 374	356 796	387 481
	67	895 212	852 177	210 580	1 062 757	1 023 076

Non audité		Budget 2022	Réalisations 2022			Réalisations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	136 300	139 626		139 626	125 874	
Autres frais	70	6 220	6 217		6 217	6 217	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72		23 637		23 637		
	73	142 520	169 480		169 480	132 091	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES							
ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		1 357 909 (1 357 909)			

DocuSian Envelope		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Municipalité d'Oka | 72032 |

10

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Questionnaire

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9
Autres renseignements	

	067-4287-B4CF-3E6FD11E54E2	
A	Autres renseignements financiers non audités	

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	295 487	7 349
Usines et bassins d'épuration	3		45 915
Conduites d'égout	4	81 000	525
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 619 652	616 737
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	31 886	603 195
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	115 182	
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 653 072	158 149
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	21 439	50 420
Ameublement et équipement de bureau	18	20 653	9 495
Machinerie, outillage et équipement divers	19	134 665	70 772
Terrains	20	4 163	27 045
Autres	21		3 520
	22	6 977 199	1 593 122

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24	295 487	7 349
Usines et bassins d'épuration	25		45 915
Conduites d'égout	26	81 000	525
Autres infrastructures	27	2 651 538	1 219 932
Infrastructures pour nouveau développement			
(ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	3 949 174	319 401
	34	6 977 199	1 593 122

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	5	420 473		19 760	400 713
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	6	5 365 033		367 032	4 998 001
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	7				
	8	5 785 506		386 792	5 398 714
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme) Débiteurs Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux	9 10 11	659 777		54 019	605 758
Autres tiers	12				
	13	659 777		54 019	605 758
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	14				
	15	659 777		54 019	605 758
Prêts, placements de portefeuille à titre					
d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	659 777		54 019	605 758
	19	6 445 283		440 811	6 004 472
Dette en cours de refinancement	20 (1		1	
Reclassement / Redressement	21	6 217		(1 411)	7 628
Dette à long terme	22	6 451 500		439 400	6 012 100
Note		0 40 1 000		403 400	0 012 100

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2022

Administration municipale		
Dette à long terme	1	6 012 100
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 794 998
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
•	5	
•	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	605 758
Autres montants	10	000 700
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	16 072
Autres		10 012
•	12	
	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	8 185 268
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme	15 16	8 185 268
•		
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
d'autres organismes	47	
Municipalité régionale de comté	17	40.540
Communauté métropolitaine	18	43 540
Autres organismes	19	496 319
Endettement total net à long terme	20	8 725 127
Quote-part dans l'endettement total net à long terme	04	
de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à	00	
long terme de l'agglomération	22	
	23	
	24	0 705 107
part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	8 725 127
part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité		8 725 127
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	8 725 127
part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux		8 725 127
part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à		8 725 127
part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité		8 725 127

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	12 775	12 785	12 429
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	156 076	97 349	146 148
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	750	733	805
Santé et bien-être				
Logement social	16	35 319	34 535	35 344
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et				
développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	11 857	11 594	11 976
Autres	21	32 423	32 398	33 256
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	30 978	30 291	30 793
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	280 178	219 685	270 751

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 965 861	1 593 122
Frais de financement	4	11 338	
Autres	5		
	6	6 977 199	1 593 122

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/	Semaine normale	Nombre d'heures rémunérées au	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale		année²	(heures)	cours de l'exercice			
Cadres et contremaîtres	1	10,58	40,00	19 396,00	787 745	164 404	952 149
Professionnels	2						
Cols blancs	3	9,03	34,50	16 001,00	406 194	83 677	489 871
Cols bleus	4	14,35	40,00	33 903,00	899 335	177 216	1 076 551
Policiers	5						
Pompiers	6	2,04	40,00	3 945,00	126 556	14 263	140 819
Conducteurs et opérateurs							
(transport en commun)	7						
	8	36,00		73 245,00	2 219 830	439 560	2 659 390
Élus	9	7,00			206 665	31 828	238 493
	10	43,00			2 426 495	471 388	2 897 883

- 1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
- 2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Québec		Gouvernement	ARTM/MRC/	Total
		Fonctionnement	Investissement	du Canada	Municipalités/ Communautés métropolitaines					
Transport en commun	11									
Eau et égout										
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	38	90 292	205 195		295 525				
Réseau de distribution de l'eau potable	13									
Traitement des eaux usées	14	23 451				23 451				
Réseaux d'égout	15									
Autres	16	244 417	3 811 421	157 478	6 968	4 220 284				
	17	267 906	3 901 713	362 673	6 968	4 539 260				

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audite		2022	2021
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	19 936	19 208
A/ W/ 111	4	19 936	19 208
Sécurité publique	_		
Police	5	04.000	04.045
Sécurité incendie	6	21 630	21 845
Sécurité civile	7	2 003	3 198
Autres	8	20.000	05.040
Transport	9	23 633	25 043
Transport Péaseu souties			
Réseau routier	40	24.027	17.150
Voirie municipale	10	34 837	17 152
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	34 837	17 152
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	5 992	7 103
Traitement des eaux usées	18	21 090	20 891
Réseaux d'égout	19	16 516	11 279
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	43 598	39 273
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	31 216	14 677
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	15 396	15 859
Autres	38	864	879
	39	47 476	31 415
Réseau d'électricité	40		
	41	169 480	132 091

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme munici		Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organism ou suprami	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses		
Pascal Quevillon	Maire	42 454	17 546	12 607			
Yannick Proulx	Conseiller	13 333	6 667				
Jérémie Bourque	Conseiller	13 333	6 667				
Steve Savard	Conseiller	13 333	6 667				
Philippe Aubin-Steben	Conseiller	13 333	6 667				
Cécile Desnoyers	Conseiller	13 333	6 667				
Karine Bouchard	Conseiller	13 333	6 667				

Note

^{1.} Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

	Non audité		OUI	NON
1.	Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		400 000 \$
2.	La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2		3 X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4		\$
3.	La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5		6 X
4.	Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
	Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7		\$
	Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille			
	d'investissement	8		\$
	Ligne 3 : Autres revenus	9		\$
	Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10		\$
	Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11		\$
	Ligne 7 : Autres créances douteuses	12		\$
	Ligne 9 : Autres charges	13		\$
	Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14		\$
	Ligne 13 : Placements de portefeuille	15		\$
	Ligne 14 : Débiteurs	16		\$
	Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17		\$
	Ligne 16: Provision pour moins-value	18		\$
	Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	19		\$
	Ligne 20 : Revenus reportés	20		\$
	Ligne 21 : Dette à long terme	21		\$
	Ligne 24 : Libres	22		\$
	Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23		\$
	Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24		\$
	Montant des pardons de prêts constatés			
	Solde cumulatif au début de l'exercice	25		\$
	Constatés au cours de l'exercice	26		\$
	Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27		\$

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5.	La	municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :					
	a)	le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	28	X	29		
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	30			6 765	\$
	b)	le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	31	X	32		
		Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022	33			154 775	\$
	c)	le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	34		35	X	
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	36				\$
	d)	le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	37		38	X	
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	39				\$
6.	La	municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	40	Χ	41		
		oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, ne autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	42	X	43		
		oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que durée de l'entente :					
		e Deux-Montagnes					
Mai	nda [.]	t pour 2020 à 2028					
7.	La	municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :					
	a)	du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	44		45	X	
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	46				\$
	b)	du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	47		48	X	
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	49	L	-	L	\$
		· ·					

8.	en	municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales apitre C-47.1)?	50	51 X	
	Sio	oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
	a)	crédits de taxes	52		\$
	b)	autres formes d'aide	53	 	\$
9.	Ric	hesse foncière aux fins de la péréquation de 2022			
		eur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon aux global de taxation réel non uniformisé de 2022	54		\$
	Fac	cteur comparatif de 2022	55		
	Val	eur uniformisée	56		\$
10.		ntant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> réseau local (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD	57	 	\$
	Tot	al des frais encourus admissibles au volet ERL :			
	a)	Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)			
		Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	58	 	\$
		 Dépenses relatives à l'entretien d'été Systèmes de sécurité 	59		\$
		Chaussées pavées - entretien préventif	60		\$
		Chaussées pavées - entretien palliatif	61		\$
		Chaussées en gravier - entretien préventif Chaussées en gravier - entretien palliatif	62 63		\$
		Systèmes de drainage	64		φ \$
		Abords de routes	65		\$
		Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	66	 	\$
	b)	Dépenses d'investissement			
		Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	67	 	\$
		Dépenses relatives à l'entretien d'été	68	 	\$
	c)	Total des frais encourus admissibles	69	 	\$
	d)	Description des dépenses d'investissement			
		Relatives à l'entretien d'hiver :			
		Relatives à l'entretien d'été :			
	e)	Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :			
	f)	Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :			

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

8	a) Numero de la resolution	70	
t	b) Date d'adoption de la résolution	71	
c F	La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?	72 🔀	73
	Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :		
a	a) Numéro de la résolution	74	2019-11-405
t	b) Date d'adoption de la résolution	75	2019-11-05
e	Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la <i>Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens</i> (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)		
9	Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année		
a	a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire	76	
b	b) Nombre de signalements reçus d'un médecin	77	
	Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens		
c	c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année	78	
C	d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique	79	
e	e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure	80	
f	f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves	81	
g	g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient	82	
1	Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens		
ŀ	h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité	83	487
ij	Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg	84	250
j	 Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 	85	

Règlement

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?

	7		7
86		87	X

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Non audité		OUI		NON
1.	Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1		2	Х
	Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».				
	Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	
2.	La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6	
3.	Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	Х
4.	Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9		10	X
	questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences IRC seulement.				
5.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11		12	Χ
6.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	13		14	X
7.	La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16	X
-	uestion 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en mun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.				
8.	Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	17		18	X
	Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	19		20	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

		rt financier transmis au ministère des Affa osé au conseil à la date indiquée ci-desso	aires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure ous.				
	Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.						
Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.							
Date o	le dépôt au conseil :		-				
Nom o	lu signataire :		-				
Fonction du signataire :			-				
Date o	le transmission au Ministère :		-				
Date et heure de la dernière modification :		2023-05-03 16:02	_				